**MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L’INFORMATION**

**ET DE LA COMMUNICATION**



​

**« SONATE 3 » - « Maintien en condition opérationnelle de la solution de téléphonie fixe administrative CISCO multisites, fourniture de licences logicielles, petits matériels, et prestations de services associées, pour la Branche Recouvrement de la Sécurité sociale ».**

**Appel d'Offres Ouvert**

**N° de procédure**

**P2507-AOO-DSI**

**N° de l’accord-cadre**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2** | **0** | **2** | **5** | **.** |  |  |  |  |

**SOMMAIRE**

[Article 1. OBJET de l’accord cadre 8](#_Toc200354178)

[Article 2. CADRE JURIDIQUE 8](#_Toc200354179)

[Article 3. FORME de l’ACCORD-CADRE 9](#_Toc200354180)

[Article 4. ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONstitutifs de l’accord-cadre 9](#_Toc200354181)

[Article 5. DUREE DU PRESENT ACCORD-CADRE 9](#_Toc200354182)

[Article 6. MONTANT estime DU PRESENT ACCORD-CADRE 10](#_Toc200354183)

[Article 7. execution du present accord-cadre 10](#_Toc200354184)

[Article 8. penalites applicables 11](#_Toc200354185)

[Article 9. OBLIGATIONS du titulaire 12](#_Toc200354186)

[Article 10. SECURITE INFORMATIQUE 16](#_Toc200354187)

[Article 11. protection des donnees a caractere personnel 16](#_Toc200354188)

[Article 12. Propriété intellectuelle 17](#_Toc200354189)

[Article 13. licences concedees 18](#_Toc200354190)

[Article 14. VERIFICATIONS ET reception DES prestations fournies 19](#_Toc200354191)

[article 15. PRIX issus DU présent accord-cadre 21](#_Toc200354192)

[ARTICLE 16. Opérations promotionnelles 22](#_Toc200354193)

[article 17. Règlement financier 23](#_Toc200354194)

[ARTICLE 18. RESILIATION 27](#_Toc200354195)

[Article 19. Sous-traitance 28](#_Toc200354196)

[article 20. Changement dans la situation du titulaire 29](#_Toc200354197)

[ARTICLE 21. RESPONSABILITE - Assurances 29](#_Toc200354198)

[article 22. Clause environnementale 30](#_Toc200354199)

[ARTICLE 23. Conflit d’intérêts 30](#_Toc200354200)

[article 24. Litiges 30](#_Toc200354201)

[article 25. DEROGATIONS 30](#_Toc200354202)

[article 26. ANNEXE 32](#_Toc200354203)

IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS), établissement public national à caractère administratif (article L 225.2 du code de la sécurité sociale)**

36 rue de Valmy

93108 Montreuil cedex

FRANCE

Personne habilitée à signer l’accord-cadre

Monsieur Damien Ientile, Directeur de l’ACOSS.

Origine de son pouvoir de signature :

Décret du 21 février 2024 portant nomination du directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du Code de la commande publique :

Monsieur le Directeur de l’ACOSS ou son représentant habilité

**Engagement du candidat**

NOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse professionnelle et téléphone :

o Agissant pour mon propre compte ;

o Agissant pour le compte de la société *(Indiquer le nom, l’adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d’enregistrement ou Répertoire des métiers, numéro et ville d’enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l’agrément donné par l’autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée)* ;

**OU**, s’il s’agit d’un groupement

o Erreur! Signet non défini.Agissant en tant que membre du groupement

o **Erreur! Signet non défini.**Groupement solidaire o **Erreur! Signet non défini.** Groupement conjoint

*(Identifier chacun des membres du groupement en indiquant le nom, l’adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d’enregistrement ou Répertoire des métiers, numéro et ville d’enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l’agrément donné par l’autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée)* ;

OU

**Agissant en tant que mandataire habilité à signer l’offre du groupement par l’ensemble de ses membres ayant signé le document d’habilitation en date du……….**

*(Identifier le mandataire en indiquant le nom, l’adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d’enregistrement ou Répertoire des métiers, numéro et ville d’enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l’agrément donné par l’autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée)* ;

o Groupement solidaire **Erreur! Signet non défini.** o Groupement conjoint

o **Erreur! Signet non défini.**Mandataire solidaire**Erreur! Signet non défini.** o Mandataire non solidaire

*(Cocher la case correspondante)*

**Compte à créditer**

o en euros

Numéro :

Banque :

Identifiant BIC :

Identifiant IBAN :

Je joins à cet effet un RIB original du compte tenu dans l’unité monétaire de règlement choisie, en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN susvisés. Je m’engage en outre à notifier à l’ACOSS toutes modifications de mes coordonnées bancaires avec un préavis d’un mois avant tout paiement et à joindre un RIB original modificatif.

Centre de chèques postaux de :

Trésor public :

**Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés après les avoir acceptés dans leur ensemble sans réserve ni modification,**

**Après avoir établi les pièces prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique,**

o Je m'engage, sur la base de mon offre

o J’engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de l’offre du groupement**Erreur! Signet non défini.**

o L’ensemble des membres du groupement s’engage, sur la base de l’offre du groupement

**sans réserve, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations, dans les conditions ci-après définies :**

Cet engagement me lie pour la durée de validité des offres indiquée au règlement de la consultation, soit 6 mois.

**Avance telle que prévue à l’article 17.1 du présent accord cadre**

o Je renonce au versement de l’avance

**duree validité des offres**

**Durée de validité des offres**

L’engagement figurant au présent document me lie pour la durée de validité des offres indiquée au règlement de la consultation, soit 6 mois.

**ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

|  |  |
| --- | --- |
| *Fait en un seul original* | **Signature** |
| A .......................................... | *Apposer le cachet de la société et porter la mention manuscrite « Lu et approuvé »* |
| Le .......................................... |  |

**SIGNATURE DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

|  |  |
| --- | --- |
| *Est acceptée la présente offre pour valoir*  *acte d’engagement* | **Le Directeur** |
| A .......................................... |  |
| Le .......................................... |  |

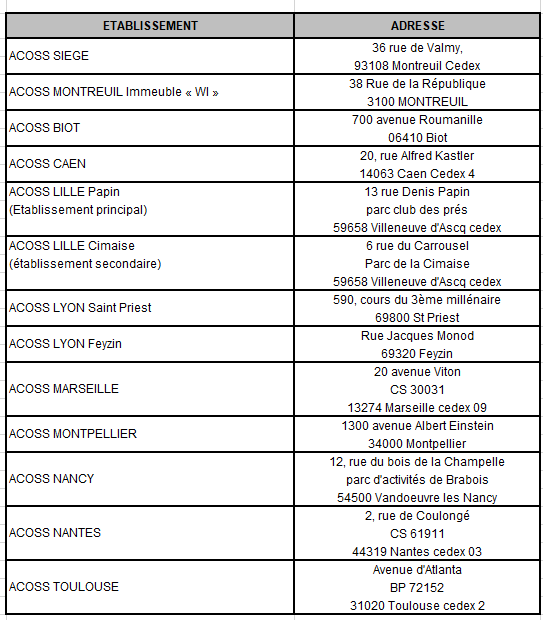
**LEXIQUE**

Chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, aura la signification donnée ci-après :

***« Accord-cadre » :*** désigne l’acte juridique conclu par l’ACOSS et le titulaire, prévu par l’article L. 2125-1 du Code la commande publique Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l’émission de bons de commande.

**« *Bons de commande* »** : désigne les documents écrits prévus par l’article R2162-13 du Code de la commande Publique qui sont adressés au titulaire de l’accord cadre qui précisent les prestations décrites dans l’accord cadre dont l’exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

***« Pouvoir adjudicateur ou ACOSS »****:* Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 13 sites en France métropolitaine :

******

Les localisations des sites peuvent être amenées à évoluer sur la durée du présent accord cadre.

***Le « Titulaire****»* : Attributaire et signataire de l’accord cadre retenu par l’ACOSS à l’issue de la procédure de marchés publics.

# OBJET de l’accord cadre

La procédure a pour objet **« SONATE 3 » - « Maintien en condition opérationnelle (MCO) de la solution de téléphonie fixe administrative multisites, fourniture de licences logicielles, petits matériels, et prestations de services associées, pour la Branche Recouvrement de la Sécurité sociale ».**

Plus précisément, le marché « SONATE 3 », portera, donc, sur les prestations suivantes :

* Le MCO du socle applicatif « SONATE 3 », en production, à la notification du marché, en assurant sur la solution déployée, une maintenance corrective et évolutive des licences, sur toute la durée du marché, avec des services associés (guichet unique…),
* L’acquisition de licences logicielles supplémentaires à celles en production, ou complémentaires, c’est-à-dire, permettant l’apport de nouvelles fonctionnalités supplémentaires en « concession de droit d’usage et maintenance » ou en « souscription », mais également, celle de petits matériels, comme des téléphones fixes, des supports muraux…, permettant de répondre à de nouveaux besoins, ou extensions de périmètre, en cours de marché,
* Des prestations d’assistance techniques et de transfert de compétence sur les technologies en production, dans le cadre de ce dossier, sous forme d’Unités d’œuvre (UO). Ces prestations sur UO, ne rentrant pas dans le champ de la maintenance, permettront à l'Urssaf caisse nationale de disposer de l'expertise du titulaire en cas de problématiques, pouvant survenir en cours de marché et nécessitant son intervention ou un accompagnement des équipes de la DSI,
* Et enfin, une gouvernance et un suivi de ce marché, font également, partie intégrante des prestations attendues, dans le cadre du nouveau marché.

En application de l’article L. 2113-11 du code de la commande publique, le présent accord-cadre n’est pas alloti, car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile la réalisation de la prestation.

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

# CADRE JURIDIQUE

La présente consultation est passée selon la procédure de l’appel d’offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l’émission de bons de commande dans les conditions définies à l’article 7 ci-après.

**L’accord-cadre est mono-attributaire.** Il sera conclu entre l’ACOSS et le titulaire.

Le sitede l’ACOSSqui émettra des bons de commande dans le cadre du présent accord cadre en est le suivant :

* **Site de Caen.**

# FORME de l’ACCORD-CADRE

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d’exécution de la prestation attendue.

Dans le cadre de cette opération, il sera conclu entre le titulaire et l’ACOSS, le présent accord-cadre définissant les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d’exécution de la prestation attendue.

Après la conclusion de l’accord-cadre, l’ACOSS, lorsqu’elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passe des bons de commandes auprès du titulaire de l’accord-cadre retenu par l’ACOSS.

Conformément à l’article R. 2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l’article 7 du présent accord-cadre.

Les bons de commande, émis sur le fondement de l’accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l’ACOSS pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

# ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONstitutifs de l’accord-cadre

Les documents qui constituent le présent accord-cadre sont affectés d’un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l’article 4 du CCAG-TIC, en cas de différence entre les documents constitutifs de l’accord-cadre, ces derniers prévalent dans l’ordre où ils sont énumérés :

* Le présent accord-cadre valant acte d’engagement et cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) n°P2507-AOO-DSI et ses annexes, dont l’exemplaire conservé dans les archives de l’ACOSS fait seul foi, daté et signé ;
* Un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) n°P2507-AOO-DSI, dont l’exemplaire conservé dans les archives de l’ACOSS, fait, seul foi ;
* Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l’Information et de la Communication (ci-après dénommé CCAG-TIC), approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021 ;
* Le cadre de réponse financier (CRF) ;
* Le mémoire technique du titulaire formalisé dans le cadre de réponse technique (CRT).

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s’appliquent que pour autant qu’elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l’accord-cadre et le CCTP et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l’accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-TIC sont précisées à l’article 25 du présent CCAP.

# DUREE DU PRESENT ACCORD-CADRE

L’accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans.

# MONTANT estime DU PRESENT ACCORD-CADRE

L’accord-cadre est mono-attributaire et est conclu conformément à l’article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum.

**- Montant maximal de l’accord-cadre**

Le montant maximal de l’accord cadre, sur sa durée totale, se chiffre à 3 M€ HT soit 3,6 M€ TTC,

**- Montant estimé de l’accord-cadre**

A titre indicatif, le montant estimé de l’accord cadre, sur sa durée totale, est de, 2,34 M€ HT soit 2,81 M€ TTC.

# execution du present accord-cadre

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières **n°P2507-AOO-DSI**.

Toute communication, orale ou écrite, avec l’ACOSS doit être réalisée en français.

L’accord-cadre est exécuté par l’émission de bons de commandes selon les modalités suivantes :

L’ACOSS adresse les bons de commandes au titulaire par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

### 7.1 – Contenu des bons de commande

L’ACOSS émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

* Un numéro d’ordre ;
* La référence à l’accord-cadre ;
* Le cas échéant, le délai d’exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
* La désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l’unité de facturation adéquate ;
* Le lieu d’exécution et de livraison ;
* Les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

En complément de l’article 3.7.1 du CCAG-TIC, les bons de commande sont signés par le Directeur de l’ACOSS ou son représentant.

Toute livraison est faite à l’adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l’article 21 du CCAG-TIC. Les frais de transport sont à la charge du titulaire (livraison franco de port et d’emballage).

La durée d’exécution maximale d’un bon de commande est fixée à un an au plus.

S’agissant de la durée de validité des bons de commande :

* Les bons de commande peuvent être passés jusqu’au dernier jour de validité de l’accord-cadre.
* La durée d’exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, **excéder de trois mois** la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

### 7.2 – Emission des bons de commande

D’une manière générale, chaque bon de commande comporte un ensemble d’éléments de référence permettant de rappeler le contexte du marché et de préciser les modalités d’intervention du titulaire.

L’ACOSS émet au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

L’ACOSSadresse les bons de commandes au titulaire soit par lettre recommandée avec accusé réception soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

Préalablement à l’émission d’un bon de commande, l’ACOSS se réserve le droit, dans le cas d’un projet complexe et/ou de longue durée, de demander au Titulaire, au titre de son obligation générale de conseil, la communication d’une proposition présentant les profils et les UO associées. Cette demande est appelée pré-commande.

L’ACOSS transmet à cet effet au Titulaire un descriptif de la prestation attendue, pouvant, le cas échéant, comporter une quantification en unités d’œuvre et/ou un calendrier indicatif de réalisation et/ou les profils adéquates.

Cette phase de consultation préalable ne doit en aucun cas donner lieu à une négociation ou, plus largement, à toute forme de modification des termes de l’accord-cadre. Elle a pour vocation de permettre à l’ACOSS de s’assurer que le bon de commande ne comporte pas d’erreur au regard de l’état de l’art. En tout état de cause, la volonté de l’ACOSS prévaut.

Le Titulaire établit sa réponse à la pré-commande conformément aux unités d’œuvre définies dans le présent marché et aux prix correspondants, et dans le respect du principe de bonne foi, selon les règles de l’art et standards de la profession. Le Titulaire dispose d’un délai de 5 jours, ouvrés à compter de la réception de la pré-commande.

L’Acoss se réserve le droit d’ajouter des domaines en cours de marché si l’évolution de ses activités le nécessite (législation, COG...). Cette notification vaudra modification contractuelle de la liste des domaines fonctionnels, sans qu’il y ait besoin de conclure un avenant.

# penalites applicables

Les pénalités détaillées infra, sont dues sans mise en demeure préalable du titulaire.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités, s’opère par un décompte fait, sur le montant tarifaire des sommes dues au titulaire.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent accord-cadre, ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc redevable de la prestation et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par dérogation à l’article 14 du CCAG-TIC, à l’expiration des délais mentionnés dans le bon de commande, ou à défaut dans l’offre du titulaire, ou à défaut dans le CCTP, sur les prestations de maintenance corrective, l’ACOSS se réserve la possibilité d’appliquer au titulaire, si le retard lui est imputable et sauf cas de force majeure, une pénalité correspondant à :

**- Pénalités pour retard dans la GTR d’une anomalie de « Sévérité 1 » déclarée par l’ACOSS**

A l'expiration du délai de GTR d'une anomalie de « Sévérité 1 » déclarée par l’ACOSS, mentionné par le titulaire dans le cadre de réponse technique, et sur lequel il s'engage, ou à défaut, au CCTP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 150 € par heure ouvrée de retard et ce, jusqu'à la résolution définitive, par le Titulaire, de l’Anomalie de « Sévérité 1 ».

Toute heure démarrée sera comptabilisée dans le calcul des pénalités.

**- Pénalités pour retard dans la GTR d’une anomalie de « Sévérité 2 » déclarée par l’ACOSS**

A l'expiration du délai de GTR d'une anomalie de « Sévérité 2 », déclarée par l’ACOSS, mentionné par le titulaire, dans le cadre de réponse technique, et sur lequel il s'engage, ou à défaut, au CCTP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 100 € par heure ouvrée de retard et ce, jusqu'à la résolution définitive, par le Titulaire, de l’Anomalie de « Sévérité 2 ».

Toute heure démarrée sera comptabilisée dans le calcul des pénalités.

**- Pénalités pour retard dans la GTR d’une anomalie de « Sévérité 3 » déclarée par l’ACOSS**

A l'expiration du délai de GTR d'une anomalie de « Sévérité 3 », déclarée par l’ACOSS, mentionné par le titulaire, dans le cadre de réponse technique, et sur lequel il s'engage, ou à défaut au CCTP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 50 € par heure ouvrée de retard et ce, jusqu'à la résolution définitive, par le Titulaire, de l’Anomalie de « Sévérité 3 ».

Toute heure démarrée sera comptabilisée dans le calcul des pénalités.

Retards imputables à l’ACOSS

Si les délais d’exécution ne sont pas respectés ou les prestations non réalisées conformément aux exigences contractuelles par une cause imputable à l’ACOSS, les pénalités prévues ci-dessous ne seront pas appliquées.

Le retard ou la cause imputable à l’ACOSS sera constaté dans une attestation établie par l’ordonnateur de l’ACOSS laquelle :

* Indiquera la cause faisant obstacle à la bonne exécution de la prestation dans le délai contractuel,
* Reconnaîtra que le retard ou la mauvaise exécution de la prestation lui est imputable,
* Définira la durée de la prolongation nécessaire pour parfaire la prestation.

Les pénalités seront déduites d’office des décomptes des sommes dues au titulaire (au titre du paiement d’un acompte ou du paiement définitif de la commande).

# OBLIGATIONS du titulaire

9.1 - Obligation de résultat

Le titulaire sera responsable à l'égard de l'ACOSS de la parfaite exécution de l'ensemble des prestations confiées au sein de l'accord cadre et ses annexes.

Celui-ci est soumis à une obligation générale de résultat dans le cadre de l'exécution de ses engagements contractuels dans la mesure où y sont associés des indicateurs mesurables en termes, notamment, de quantité, qualité, délai, sécurité et/ou performance.

Le titulaire apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution de ses prestations et au respect de ses obligations et se conformera aux règles et usages de la profession.

9.2 – Confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l’ACOSS sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s’engage à faire respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L’obligation de confidentialité s’impose au titulaire et s’étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant le marché.

Le titulaire s’engage, notamment, à :

* Ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par le pouvoir adjudicateur, à l’issue de l’accord cadre ;
* Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles spécifiées au présent accord cadre ;
* Ne pas communiquer les livrables réalisés, les documents, informations et fichiers transmis par le pouvoir adjudicateur à d’autres personnes morales ou physiques, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, les organismes de la branche recouvrement autorisés par l’ACOSS ainsi que le personnel chargé par le titulaire d’exécuter les prestations ;
* Prendre toutes les mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord cadre.

Le titulaire s’engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire s’engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que le pouvoir adjudicateur lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L’ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s’assurer du respect de ses obligations tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

9.3 - Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d’information et de recommandations vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Il doit lui fournir l’ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires dans le cadre de l’exécution de l’accord cadre.

A ce titre, il s’engage à assister techniquement le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l’accord cadre. Il l’informe de toutes nouveautés technologiques ou de la disponibilité de tout nouveau produit plus adapté à ses besoins et qui surviendrait en cours d’exécution de l’accord cadre.

Par ailleurs, le titulaire s’engage à informer le pouvoir adjudicateur de toutes difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l’exécution de l’accord cadre.

9.4 - Interlocuteurs techniques

### Responsable de l’accord-cadre

Dès la notification de l’accord cadre, le titulaire nomme un responsable de l’accord-cadre, lequel sera l’interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur pour le suivi et l’exécution du contrat.

### Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins de l’ACOSS, notamment en termes de qualité de services et de délais d’exécution.

Aussi le titulaire s’engage à faire bénéficier l’ACOSS, notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l’intervention de son personnel professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du contrat.

Le titulaire s’engage notamment à :

* Constituer des équipes de personnels compétents, c’est-à-dire formés en adéquation avec les exigences de l’ACOSS, telles que stipulées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulièresn°**P2507-AOO-DSI ;**
* Veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
* Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant, en termes de nombre ;
* Afin d’assurer le succès des prestations objet du contrat, le titulaire s’engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l’exécution du contrat des personnels homogènes par prestation, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s’y trouve désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n’est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l’ACOSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s’en trouve pas compromise.

A la notification ou en cours d’exécution de l’accord cadre, les membres de l’équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l’ACOSS ne les récuse pas dans le délai d’un mois à compter de la date de leur mise à disposition. Si l’ACOSS récuse un ou plusieurs de ces profils, le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer à l’ACOSS le nom et les titres dans un délai de 15 jours ouvrés.

En cas d’absence répétée et injustifiée de l’un des membres de l’équipe, ou en cas de non-remplacement après récusation dans le délai de 15 jours visé ci-dessus, l’ACOSS se réserve la possibilité de ne payer la prestation demandée.

### 

### Lien de subordination du personnel

Le titulaire sera seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique. A cet effet, le personnel du titulaire remplit ses fonctions sous les seuls contrôles, direction et responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des normes d’hygiène et de sécurité ainsi qu’à l’information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et obligations visées dans le règlement intérieur applicables aux locaux de l’ensemble des sites de l’ACOSS et/ou autres lieux d’intervention.

Le titulaire devra respecter, en particulier, les dispositions réglementaires et légales françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires, le pouvoir adjudicateur n’étant, à cet égard, en aucun cas responsable des manquements du titulaire.

Les personnels du titulaire demeurent à tous égards les salariés de ce dernier.

Ce personnel devra se conformer aux horaires et à la réglementation en vigueur sur les sites d’intervention. Dès la notification de l’accord cadre, l’ACOSS, s’engage à informer le titulaire sur lesdits horaires et réglementations.

### Protection de la main d’œuvre

Les obligations qui s’imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d’œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d’œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu’il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d’heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l’exécution de la prestation est faite à l’étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l’Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d’œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l’OIT sont :

* la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
* la convention sur le droit d’organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
* la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
* la convention sur l’abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
* la convention sur l’égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
* la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
* la convention sur l’âge minimum (C 138, 1973) ;
* la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l’ACOSS.

Ces obligations s’imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l’accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d’exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l’ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu’il s’impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s’engage sur l’ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu’à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d’œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l’ACOSS.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d’œuvre et des conditions de travail, l’ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

### Garantie de continuité de service

Le titulaire garantit l’exécution des prestations qui le concerne conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour son contrat les moyens humains et matériels qu’il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d’extériorité et d’imprévisibilité de la force majeure.

En cas d’indisponibilité pour raison de maladie, démission ou congés de l’un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l’exécution des prestations objet du contrat, l’ensemble de l’accord cadre ne pourra pas être remis en cause par le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s’engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

Le titulaire avertira le pouvoir adjudicateur avec un préavis raisonnable des périodes d’absence prévisibles (congés, formation) afin d’organiser d’un commun accord la continuité des prestations, objet du présent contrat et garantir ainsi le respect des délais d’exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçants, consistant en la transmission des connaissances nécessaires à son/leur intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d’exécution de la commande ou du marché.

## 9.5 - OBLIGATIONS de l’Acoss

### 9.5.1 – Information

L’ACOSS s’engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu’elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu’il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d’exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d’une prolongation de délai d’un bon de commande liée à un manque de diligence de l’ACOSS.

### 9.5.2 – Obligation de confidentialité

L’ACOSS s’engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

# SECURITE INFORMATIQUE

**Responsables de l'accord-cadre**

Dès la notification de l’accord cadre, le titulaire nomme un responsable de l’accord-cadre, lequel sera, l’interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur pour le suivi et l’exécution du contrat.

Le titulaire désigne aussi, le responsable de la sécurité du système d'information habilité à le représenter auprès de l'ACOSS pour traiter tout problème de sécurité durant toute la durée de l’accord-cadre.

**Informations sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectées sur le système d’information du Titulaire**

Pour les prestations, produits et services fournis dans le cadre du marché, le titulaire met à disposition un dispositif d’information dédié à la sécurité informatique.

Ce dispositif vise à tenir l’ACOSS informée des évènements et changements impactant le système (annonce de correctif, attaque en cours etc.) et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

Les équipes de sécurité de l’Acoss doivent être informées dans un délai maximum de 12h de toute intrusion sur le SI du Titulaire pouvant compromettre la sécurité et la confidentialité des données en rapport à tout projet de l’Acoss. De plus, le Délégué à la Protection des Données de l’Acoss doit être alerté si des données à caractère personnel de l’Acoss sont compromises dans les conditions indiquées

à l’article « Protection des données à caractère personnel.

# protection des donnees a caractere personnel

En complément des stipulations du CCAG en matière de protection des données personnelles, l’ACOSS pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, l’ACOSS, en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s’engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée de Marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l’ACOSS qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et règlementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l’ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d’accès, droit de rectification, droit d’effacement, droit d’opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l’objet d’une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l’ACOSS, par email à l’adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr] ou par courrier postal à l’adresse suivante : ACOSS, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l’article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019.

En cas d’incident de sécurité, compromettant la disponibilité intégrité et confidentialité des données à caractère personnelles, le DPO de l’ACOSS devra être informé de la violation dans un délais maximum de 12h, par courrier électronique : informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l’intéressé peut contacter la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l’autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l’Union Européenne.

# Propriété intellectuelle

Pour les besoins du présent accord-cadre, il est fait application *du chapitre 7 « Utilisation des résultats » du CCAG-TIC.*

**12.1 - Précisions relatives à l’identification et au régime des connaissances antérieures**

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l’analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu’il intègre dans le cadre des prestations objet de l’accord cadre.

A ce titre, il revient au Titulaire d’interroger l’ACOSS concernant les connaissances antérieures qu’elle pourrait mettre à disposition et de les analyser au regard de ses besoins d’utilisation et de leur bonne compatibilité avec les autres connaissances antérieures et les résultats ; de sorte que les livrables dans leur ensemble puissent répondre *in fine* parfaitement aux besoins exprimés dans le présent accord-cadre.

Par ailleurs, il est stipulé expressément en complément des termes du CCAG-TIC que :

* Le Titulaire doit, dans la mesure du possible, privilégier le recours à des connaissances antérieures sous licence libre ou sous un régime d’utilisation qui permettrait à l’ACOSS de les diffuser sous licence libre conformément à l’article 16 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;
* Dans l’hypothèse d’une cession à titre exclusif des résultats au profit de l’ACOSS compte tenu de la nature de ces résultats, les connaissances antérieures incorporées dans lesdits résultats seront également cédées à titre exclusif.

**12.2 - Précisions relatives aux résultats qualifiés de confidentiels**

Outre les éléments identifiés comme étant confidentiels dans les différentes pièces de l’accord cadre, il est précisé que les résultats, intégrant ou mentionnant les éléments suivants doivent être également considérés comme confidentiels et soumis à cession exclusive :

* Éléments dont la communication porterait atteinte à un secret protégés par la loi, notamment le secret des affaires ;
* Éléments dont la communication porterait atteinte à la sécurité des personnes ou à la sécurité des systèmes d'information des administrations ;
* Éléments dont la communication porterait atteinte à la recherche et à la prévention, par les services compétents, d'infractions de toute nature ;
* Éléments dont la communication porterait atteinte au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures ;
* Éléments dont la communication porterait atteinte à la protection de la vie privée.

# licences concedees

**13.1 - LICENCE**

Les présentes conditions d’utilisation sont propres à toutes les licences concédées dans le cadre du marché.

Pour permettre l’utilisation des logiciels conformément à leur destination, l’ACOSS peut sans autorisation de l’auteur :

* Implanter et utiliser les logiciels sous toute forme lisible par ordinateur sur une seule machine identifiée à la présente opération et caractérisée par un type et modèle, numéro de série et lieu d’installation, et dans la version définie à cette opération,
* Reproduire les logiciels aux seules fins d’établissement d’une copie de sauvegarde.

13.2 - INTERDICTION DE CEDER LES LOGICIELS

L’ACOSS s’interdit toute cession, sous quelle que forme que soit, des logiciels objet du marché. L’utilisation des logiciels est réservée exclusivement à ses préposés ou aux personnes qu’il a agrées pour en faire usage dans ses locaux ou sur site distant (dans le cadre de télétravail et / PCA) conformément à ses attributions. En aucun cas, ces logiciels ne peuvent être fournis en temps partagé à des utilisateurs extérieurs sans la permission écrite préalable du titulaire.

**13.3 - INTEROPERABILITE**

La décompilation et le désassemblage sont autorisés dans le seul but de faciliter l’interopérabilité et à condition de se limiter aux éléments de programmes qui sont utiles à la réalisation de cet objectif.

Le droit de décompilation est strictement encadré par les dispositions de l’article L.122-6-1 § IV du Code de la propriété intellectuelle.

La demande de l’ACOSS est formulée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au titulaire et, comprend l’ensemble des caractéristiques techniques nécessaires liées aux logiciels et/ou logiciels destinés à être interopérés avec les logiciels, objet du marché.

**13.4 - ORIGINE**

L’ACOSS reconnaît que les reproductions de tout ou partie des logiciels développés par le titulaire ne peuvent leur être fournis que par le titulaire lui-même ou l’un de ses distributeurs agréés.

13.5 - RESPONSABILITE

Le titulaire ne saurait être tenu responsable d’aucun dommage direct ou indirect causé par l’utilisation des logiciels.

De même, la responsabilité du titulaire ne pourra être recherchée du fait d’une mauvaise utilisation des logiciels par l’ACOSS.

13.6 - PROTECTION DES LOGICIELS SOUS LICENCE

L’ACOSS reconnaît que toutes les techniques, algorithmes et procédés contenus dans les logiciels sont des secrets de fabrique qu’il ne doit pas divulguer, que ces logiciels représentent un véritable produit en termes de secrets commerciaux, savoir-faire et information confidentielle, puis qu’ils sont la propriété exclusive du titulaire, et que notamment l’ACOSS s’engage à mettre en lieu sûr toutes les copies et reproductions. Toute divulgation de tout ou partie des logiciels est formellement interdite.

13.7 - GARANTIE DES DROITS

Le titulaire garantit à l’ACOSS et aux organismes du réseau des Urssaf visés dans le cadre du présent marché, de la jouissance pleine et entière des droits concédés dans les conditions précisées à l’article 46.4.2 du CCAG/TIC.

# VERIFICATIONS ET reception DES prestations fournies

**14.1 – Opérations de vérifications et de réception**

Les dispositions suivantes dérogent aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC :

Les prestations exécutées sont soumises à des opérations de vérification quantitatives et qualitatives.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

* Aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
* Aux spécifications techniques de l’accord-cadre.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou réalisée et la quantité commandée par le pouvoir adjudicateur.

Les opérations de vérification qualitative permettent à l’ACOSS de s’assurer du parfait achèvement des prestations réalisées et de leur(s) livrable(s) attendu(s), le cas échéant, du bon fonctionnement des prestations livrées.

**- Réception par l’ACOSS, du renouvellement des souscriptions et de la maintenance des licences du « périmètre applicatif », « SONATE 3 », tel que détaillé au § 6.3.1 du CCTP, conformément au nombre de licences, aux dates de démarrage opérationnelles des services, et aux périodes commandées, qui ont été définies, lors de la réunion de lancement du marché et des services associés pour le suivi de la maintenance corrective des licences (ex : guichet unique).**

La réception par l’ACOSS, des documents contractuels, mentionnant, la mise en service opérationnelle du guichet unique (portail de déclaration des incidents), mais également confirmant, le renouvellement des souscriptions et de la maintenance des licences du « périmètre applicatif » de « SONATE 3 », tel que détaillé au § 6.3.1 du CCTP, conformément, au nombre de licences, aux dates de démarrages des services, et aux période commandées, définis lors de la réunion de lancement du marché, vaut exécution et admission du « service fait » par le Titulaire.

Pour les besoins internes de l’ACOSS non liés à l’exécution du marché, un procès-verbal d’admission des prestations venant valider le « service fait », sera joint à la facture, et constituera le fait générateur du paiement de ces prestations.

* Opérations de vérifications et d’admission des licences supplémentaires, à « SONATE 3 », acquises en cours de marché, en concession de droit d’usage et maintenance annuelle associée, ou en souscription annuelle de droits d’usage.

Pour toute acquisition de licences logicielles supplémentaires, à « SONATE 3 », en concession de droit d’usage et maintenance annuelle associée, ou en droit d’usage annuel (souscription), en cours de marché, celles-ci seront concédées à l’ACOSS, à compter de la date de livraison des licences, qui vaut admission des licences logicielles et de l’ouverture des services de maintenance associée (guichet unique inclus).

Pour les besoins internes de l’ACOSS non liés à l’exécution du marché, un procès-verbal d’admission des prestations venant valider le « service fait », sera joint à la facture, et constituera le fait générateur du paiement de ces prestations.

* Opérations de vérifications et d’admission des licences complémentaires, à « SONATE 3 », acquises en cours de marché, en concession de droit d’usage et maintenance annuelle associée ou en souscription annuelle de droit d’usage (nouvel applicatif d’accueil opérateur inclus).

Le procès-verbal d’admission positive de VSR (vérification de service régulier des nouvelles licences complémentaires en production), d’un 1 mois maximum à compter de la mise en service opérationnelle, des nouvelles licences complémentaires à « SONATE 3 », vaut exécution et admission des licences et de leur maintenance associée, par l’ACOSS.

* Opérations de vérifications et d’admission des prestations sur « Unités d’œuvre » (Uo) telles que décrites au § 6.5 du CCTP, et de l’UO de « Mise en œuvre, implémentation et formation de la nouvelle solution du marché », relative au « nouvel applicatif d’accueil opérateur », telle que décrite au § 6.4.3.2 du CCTP, hors UO « Suivi de l’exécution annuelle du marché ».

L’ACOSS dispose d’un délai de 2 semaines ouvrées maximum (soit 10 jours ouvrés **maximum),** à compter de la réception de l’ensemble des livrables ou de la réalisation des prestations commandées, pour vérifier qu’ils correspondent quantitativement et qualitativement aux spécificités du bon de commande ou à l’offre du titulaire ou le cas échéant aux spécifications du CCTP.

A l’issue des opérations de vérification, l’ACOSS prononce soit une décision d’admission positive si le(s) prestations et/ou livrable(s) correspondent aux commandes ou à l’offre du Titulaire (procès-verbal de « service fait »), soit une décision d’ajournement si le(s) prestations et/ou livrable(s) sont incomplets ou nécessitent une mise au point, ou une décision de rejet s’elle estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l’offre du titulaire.

Les décisions d’ajournement et de rejet sont motivées.

Par dérogation à l’article 34.2.1 du CCAG TIC, en cas de décision d’ajournement, le titulaire dispose d’un délai de dix jours ouvrés pour présenter à nouveau les prestations et/ou livrables à l’ACOSS.

Si l’ACOSS estime que les prestations et livrables réalisées par le Titulaire, sans être entièrement conformes aux stipulations de l’accord-cadre, peuvent être reçues en l’état, il en prononce l’admission avec réfaction du prix. La décision est motivée et le titulaire dispose d’un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

La décision d’admission positive peut être transmise au titulaire par voie dématérialisée. Cette décision permet au titulaire de présenter sa facture au pouvoir adjudicateur et constitue le fait générateur du paiement des prestations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d’exécuter à nouveau les prestations prévues dans le bon de commande.

En cas de nouveau rejet, l’ACOSS peut décider de résilier l’accord-cadre.

* Opérations de vérifications et d’admission des « petits matériels ».

La réception des « petits matériels » livrés, consiste à vérifier si ces derniers sont bien conformes qualitativement et quantitativement, au bon de commande passé.

Le bon de livraison vérifié en atteste le « service fait ». Il est joint à la facture.

* Opérations de vérifications et d’admission semestrielles de l’UO « Suivi de l’exécution annuelle du marché ».

La notification du marché vaut bon de commande de l’UO « Suivi de l’exécution annuelle du marché ». A l’issue de la 1ère année contractuelle, la date anniversaire de l’UO « Suivi de l’exécution annuelle du marché », vaut bon de commande.

L’UO « Suivi de l’exécution annuelle du marché », fait l’objet de deux réceptions semestrielles, à terme échu, par année contractuelle

A l’issue des opérations de vérification semestrielle, l’ACOSS prononce soit une décision d’admission positive si le(s) prestations et/ou livrable(s) correspondent aux prestations attendues ou à l’offre du Titulaire (procès-verbal de « service fait »), soit une décision d’ajournement si le(s) prestations et/ou livrable(s) sont incomplets ou nécessitent une mise au point, ou une décision de rejet s’elle estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l’offre du titulaire.

Les décisions d’ajournement et de rejet sont motivées.

Par dérogation à l’article 34.2.1 du CCAG TIC, en cas de décision d’ajournement, le titulaire dispose d’un délai de dix jours ouvrés pour présenter à nouveau les prestations et/ou livrables à l’ACOSS.

Si l’ACOSS estime que les prestations et livrables réalisées par le Titulaire, sans être entièrement conformes aux stipulations de l’accord-cadre, peuvent être reçues en l’état, il en prononce l’admission avec réfaction du prix. La décision est motivée et le titulaire dispose d’un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

La décision d’admission positive peut être transmise au titulaire par voie dématérialisée. Cette décision permet au titulaire de présenter sa facture au pouvoir adjudicateur et constitue le fait générateur du paiement des prestations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d’exécuter à nouveau les prestations prévues dans le bon de commande.

**14.2 – Garantie des prestations**

Les prestations seront garanties pendant une période de trois (3) mois à compter de leur date de réception. En cas d’erreur ou d’omission, le titulaire s’engage à corriger gratuitement le livrable concerné.

# article 15. PRIX issus DU présent accord-cadre

15.1- Prix de règlement

Les prestations seront réglées par application de prix forfaitaires tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l’exclusion de la révision des prix visés ci-après, les prix fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre, ne seront pas modifiables lors de l’émission des bons de commande.

Les prix comprennent l’ensemble des frais supportés par le titulaire pour l’exécution des prestations. Il s’agit, notamment, des frais de déplacement, d’hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l’exécution des prestations.

Le titulaire certifie que les prix n’excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l’égard de l’ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s’engage à fournir à l’ACOSS, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Le taux de la TVA applicable sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

15.2 - Révision des prix

La révision des prix interviendra à chaque date anniversaire de la notification de l’accord-cadre.

Par dérogation à l’article 10.1.2 du CCAG TIC, les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres : **Aout 2025.**

Les prix sont révisés par application de la formule suivante **: P = Po [0,20 + (0,80 S / So)]**

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix indiqué dans le cadre de réponse financier

S = dernier indice SYNTEC, publié par la Fédération Syntec

So = indice SYNTEC du mois de la remise des offres, publié par la Fédération Syntec

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

* Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
* Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d’une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par courriel avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d’un mois maximum avant la date d’échéance de la révision.

En cas d’absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l’année à venir.

Les prix résultant de la révision seront appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision. A compter de la deuxième révision, les indices o (Po et So) sont ceux utilisés lors de la précédente révision.

15.3 - Clause de sauvegarde

En tout état de cause, la révision des prix dans le cadre du présent accord cadre à bons de commande, ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à 5% lors d’une révision. Dans le cas contraire, l’ACOSS se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier l’accord-cadre.

# ARTICLE 16. Opérations promotionnelles

Dans le cadre d’opérations promotionnelles, le titulaire peut proposer des prix promotionnels tel qu’il est susceptible de les proposer à l’ensemble de sa clientèle dans les conditions définies ci-dessous.

Le titulaire informe par voie dématérialisée l’ACOSS de son intention de mettre en œuvre cette opération promotionnelle, au minimum sept jours ouvrés avant sa survenance, en précisant :

* La liste :
* Du ou des produits ou services (avec ou sans unités d’œuvre),
* Ou la liste des équipements ou des logiciels (licences) acquis ;
* Le ou les prix ou taux de remise promotionnels et leur période d’application (date de début et date de fin) ;
* Les pourcentages de variation par rapport aux prix de règlement précédemment pratiqués.

Le ou les prix ou taux de remise promotionnels s’appliquent aux bons de commande notifiés pendant la période promotionnelle, à la condition que cette promotion conduise, à quantité égale, à un montant de la commande inférieur à ce qu’il aurait été par application des prix nets remisés résultant de l’application des clauses prévues dans le présent accord-cadre.

Dans ce cas, pendant la durée de l’opération promotionnelle, les conditions particulières se substituent à celles qui étaient précédemment en vigueur.

A l’issue de la période de promotion, les prix de règlement pratiqués avant l’opération promotionnelle sont à nouveau applicables de plein droit.

# article 17. Règlement financier

17.1 - Avance

Sauf refus du titulaire dans la partie « engagement » du présent accord-cadre, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l’avance est égal à 5% de chaque bon de commande dans l’hypothèse où celui-ci supérieur à 50.000 euros HT et d’une durée d’exécution supérieure à deux mois.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l’avance est porté à 10%.

## 17.2 – Acomptes

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l’exécution de l’accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

17.3 - Liquidation des paiements

Les prestations seront réglées après admission des prestations par l’ACOSS ; les demandes de paiement émanant du Titulaire, ne pouvant intervenir qu’après la notification de la décision d’admission des prestations objet de la demande, matérialisée par un procès-verbal de « service fait » de la commande auxquelles elles se rapportent.

Les prestations ne seront réglées qu’après admission des prestations, par l’ACOSS, dans les conditions définies ci-dessous :

* + - * **Paiement des souscriptions et des maintenances des licences, du périmètre applicatif de « SONATE 3 », conformément au nombre de licences, à la date de démarrage des services, et à la période commandée, définis en réunion de lancement du marché**

Les paiements des souscriptions et des maintenances des licences, du périmètre applicatif de « SONATE 3 », sont payables, annuellement, terme à échoir, conformément au nombre de licences, à la période commandée, et à compter de leur date de démarrage, définis dans le cadre de la réunion de lancement du marché, sur la base des couts forfaitaires valorisés dans le cadre de réponse financier et repris dans le bon de commande associé.

A l’issue des périodes commandées, la date anniversaire, des maintenances et souscriptions des licences, du périmètre applicatif de « SONATE 3 », vaut bon de commande et réception des services. Elle constituera le nouveau point de départ du paiement annuel terme à échoir, des licences et des souscriptions, en année calendaire, des licences de « SONATE 3 ».

En cas de réduction de périmètre (Réductions de maintenance éventuelles) à la date anniversaire des maintenances ou souscriptions, du périmètre applicatif « SONATE 3 », un bon de commande mentionnant le nouveau périmètre en maintenance, sera transmis au Titulaire, trois mois avant l’échéance de renouvellement des souscriptions et des maintenances.

Pour la dernière année calendaire des maintenances et des souscriptions de « SONATE 3 », celles-ci seront proratisées de la date anniversaire des maintenance et souscriptions, jusqu’à la date de fin de l’accord-cadre.

Dans tous les cas, la proratisation se fait sur la base d’un mois de 30 jours. Pour les mois comportant 31 jours, le 31ème jour est neutralisé.

* + - **Paiement des nouvelles licences perpétuelles supplémentaires à « SONATE 3 »**

La concession de droit d’usage des licences perpétuelles supplémentaires à « SONATE 3 » est réglée à compter de la date de livraison des licences, qui vaut date de réception desdites licences.

* + - **Paiement de la maintenance annuelle des nouvelles licences perpétuelles supplémentaires à « SONATE 3 »**

Les prestations de maintenance, suivi et de support, des nouvelles licences perpétuelles supplémentaires à « SONATE 3 », sont réglées annuellement, terme à échoir, à compter de la date de livraison des licences, qui constituera le point de départ du paiement annuel (année calendaire) de la maintenance et du suivi/support des nouvelles licences perpétuelles supplémentaires, au périmètre applicatif « SONATE 3 ».

Pour les années suivantes, la date anniversaire, de la maintenance vaut bon de commande et admission des prestations. Elle constituera le nouveau point de départ du paiement annuel de la maintenance (année calendaire) des nouvelles licences acquises en cours de marché.

Pour la dernière année calendaire de maintenance, celle-ci est proratisée de la date du renouvellement de la maintenance jusqu’à la date de fin de l’accord-cadre.

Dans tous les cas, la proratisation se fait sur la base d’un mois de 30 jours. Pour les mois comportant 31 jours, le 31ème jour est neutralisé.

* + - **Paiement des nouvelles licences en souscription annuelle supplémentaires à « SONATE 3 »**

Le paiement des nouvelles licences supplémentaires en souscription annuelle, est réalisé annuellement (année calendaire) terme à échoir, à compter de la date de livraison des licences, qui vaut réception des nouvelles licences en souscription.

Pour les années suivantes, la date anniversaire des souscriptions des licences, vaut bon de commande et admission des prestations. Elle constituera le nouveau point de départ du paiement annuel de la souscription (année calendaire) des nouvelles licences en souscription annuelle supplémentaires à « SONATE 3 »

Pour la dernière année calendaire, la souscription annuelle sera proratisée de la date d’anniversaire de la souscription annuelle, jusqu’à la date de fin de l’accord-cadre et celle-ci est payée terme à échoir sur la dernière période commandée.

Dans tous les cas, la proratisation se fait sur la base d’un mois de 30 jours. Pour les mois comportant 31 jours, le 31ème jour est neutralisé.

* + - **Paiement des nouvelles licences perpétuelles complémentaires à « SONATE 3 »**

Le procès-verbal d’admission positive de VSR (vérification de service régulier), d’un 1 mois maximum à compter de la mise en service opérationnelle, des nouvelles licences perpétuelles complémentaires à « SONATE 3 », constitue le fait générateur du paiement des nouvelles licences perpétuelles complémentaires à « SONATE 3 ».

* + - **Paiement de la maintenance annuelle des nouvelles licences perpétuelles complémentaires à « SONATE 3 »**

Le procès-verbal d’admission positive de VSR (vérification de service régulier) d’un 1 mois maximum à compter de la mise en service opérationnelle, des nouvelles licences perpétuelles complémentaires à « SONATE 3 », constitue le fait générateur du paiement annuel terme à échoir, de la maintenance des nouvelles perpétuelles complémentaires à « SONATE 3 », à compter de leur date de livraison.

Pour les années suivantes, la date de renouvellement (date anniversaire), de la maintenance vaut bon de commande et constituera le nouveau point de départ du paiement annuel de la maintenance (année calendaire) des nouvelles licences acquises en cours de marché.

Pour la dernière année calendaire de maintenance, celle-ci est proratisée de la date du renouvellement de la maintenance jusqu’à la date de fin de l’accord-cadre.

Dans tous les cas, la proratisation se fait sur la base d’un mois de 30 jours. Pour les mois comportant 31 jours, le 31ème jour est neutralisé.

* + - **Paiement des souscriptions annuelles des nouvelles licences complémentaires à « SONATE 3 »**

Le procès-verbal d’admission positive de VSR (vérification de service régulier) d’un 1 mois maximum à compter de la mise en service opérationnelle, des nouvelles licences en souscription complémentaires à « SONATE 3 », constitue le fait générateur du paiement annuel terme à échoir, de la souscription des nouvelles licences complémentaires à « SONATE 3 », à compter de leur date de livraison.

Pour les années suivantes, la date de renouvellement, de la souscription vaut bon de commande et admission des prestations, elle constituera le nouveau point de départ du paiement annuel de la souscription (année calendaire) des nouvelles licences acquises en cours de marché.

Pour la dernière année calendaire de souscription, celle-ci est proratisée de la date du renouvellement de la souscription, jusqu’à la date de fin de l’accord-cadre.

Dans tous les cas, la proratisation se fait sur la base d’un mois de 30 jours. Pour les mois comportant 31 jours, le 31ème jour est neutralisé.

* + - **Paiement des petits matériels**

Ces prestations, sont payables sur présentation de factures, à terme échu, après « service fait » (bon de livraison).

* + - **Paiement des Unités d’œuvre (UO)**

Ces prestations, sont payables sur présentation de factures, à terme échu, après « service fait », validé par un procès-verbal d’admission positive des prestations, dument signé par l’ACOSS.

* + - **Paiement de l’UO « Suivi annuel de l’exécution du marché »**

Le Paiement de l’UO « Suivi annuel de l’exécution du marché », fait l’objet fait l’objet de 2 paiements semestriels, à terme échu, après réception des prestations par l’ACOSS.

17.3 - Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original et deux duplicata certifiés conformes à l’original, au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l’ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaitre les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

* Les nom et adresse du titulaire ;
* Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu’il est précisé dans le présent accord-cadre ;
* Le numéro de l’accord-cadre du bon de commande ;
* L’intitulé précis des prestations réalisées ;
* Le montant hors taxe des prestations en question éventuellement ajusté ;
* Le taux et le montant de la TVA ;
* Le montant total des fournitures livrées ou des prestations réalisées HT et TTC ;
* La date de facturation ;
* Le lieu de livraison.

Lorsqu’il s’agit d’un paiement direct (l’ACOSS règle directement le sous-traitant) : Le titulaire du marché doit envoyer à l’ACOSS une facture avec la totalité du montant de la prestation avec en pièces justificatives :

* Une facture du sous-traitant adressée au titulaire du marché mentionnant :

- Le N° de marché ;

- Le N° de la commande ;

- Le montant de la facture avec la part du sous-traitant.

* Une demande de paiement de la part du sous-traitant, avec l’apposition « bon pour accord » signée du titulaire, mentionnant :

- Le N° de marché ;

- Le N° de la commande ;

- Le montant de la facture avec la part du sous-traitant.

Lorsqu’il s’agit d’un paiement indirect (L’ACOSS paie la totalité au titulaire et le titulaire paie le sous-traitant):lLe titulaire du marché doit envoyer à l(ACOSS une facture avec la totalité du montant de la prestation avec en pièces justificatives :

* Une attestation de paiement signée du sous-traitant à l’adresse du titulaire mentionnant :

- Qu’il a bien été réglé ;

- Le N° de marché ;

- Le N° de la commande.

L’ordonnateur chargé d’émettre les titres de paiement est le Directeur de l’ACOSS.

Le comptable assignataire des paiements est Madame le Directeur Comptable et Financier de l’ACOSS.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l’exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l’organisme bénéficiaire la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu’il y a de membre de groupement à payer séparément.

**Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, auront l’obligation d’adresser à l’ACOSS leurs factures par voie électronique, à l’adresse suivante** [**https://chorus-pro.gouv.fr**](https://chorus-pro.gouv.fr)**.**

Les modalités techniques sont définies par l’arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

17.5 - Délai global de paiement

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l’article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

17.6 - Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l’acte d’engagement.

Le titulaire communique à l’ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaitre les codes BIC/IBAN.

17.7 - Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître relatives au marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur de l’ACOSS.

# ARTICLE 18. RESILIATION

L’accord-cadre peut être résilié dans les conditions fixées notamment au chapitre 8 du CCAG/TIC.

18.1 - Résiliation unilatérale

L’accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l’ACOSS, conformément aux dispositions de l’article 51 du CCAG TIC, qu’il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l’ACOSS stipule la date à laquelle elle devient effective et en cas de résiliation pour motif d’intérêt général, celle-ci sera motivée par l’ACOSS.

En l’absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu’il aurait subi, ainsi qu’il est prévu au chapitre 7 du Cahier des Clauses Administratives Générales TIC susvisé.

18.2 - Résiliation pour faute du titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues à l’article 50 du CCAG-TIC, l’ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l’accord-cadre, après mise en demeure, sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. En cas de non-respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l’article 9.2 du présent CCAP ;
2. En cas de non-respect par le titulaire des obligations de protection des données personnelles, tel que prévu à l’article 11 du présent CCAP et, le cas échéant, dans son annexe 2 ;
3. En cas de non-respect par le titulaire des obligations de sécurité informatique, tel que prévu à l’article 10 du présent CCAP
4. En cas de décision de rejet par l’ACOSS, tel que prévu à l’article 14 du présent accord-cadre ;
5. L’accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'ACOSS, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
6. Le titulaire s’engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l’honneur prévues à l’article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l’adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

1. D’une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l’exécution de l’accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d’un cas de force majeure ou si le ou les titulaire(s) remplace tout ou partie des outils défaillants par des outils présentant des fonctionnalités au moins équivalentes. Les frais d’échange (livraison, installation) avec les outils définitifs restent à la charge du titulaire.

18.3 - Modalités de résiliation

La résiliation de l’accord-cadre est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle comporte, s’il y a lieu, les dispositions particulières à respecter par le titulaire jusqu’à la désignation d’un nouveau prestataire par l’ACOSS.

# Article 19. Sous-traitance

Chaque titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu’avec l’agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l’ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l’accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l’ACOSS de l’ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l’organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l’accord-cadre ou en cours d’exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l’Acoss pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

* Un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
* Le numéro d’identification unique délivré par l’INSEE (numéro SIREN) ;
* Une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant (si la personne signataire de la DC4 n’est pas visée dans le K Bis) ;
* Une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;
* Une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
* Une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l’article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l’acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu’à compter de la date de réception de l’ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l’article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d’acceptation et d’agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d’au moins 600 euros TTC.

# article 20. Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB original faisant apparaître les codes BIC/IBAN et, selon les cas, soit un exemplaire d’annonces légal relatant la décision de l’Assemblée générale de la société, soit une copie certifiée conforme de l’extrait du journal d’annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d’une fusion, d’une cession ou d’une restructuration, le transfert du présent accord-cadre, du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d’engagement.

La passation d’un avenant de transfert concrétiserait l’accord de l‘ACOSS sur la poursuite de l’exécution de l’accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L’ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l’objet de l’une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique

# ARTICLE 21. RESPONSABILITE - Assurances

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu’il est couvert par un contrat d’assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu’au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l’exécution de l’accord-cadre.

# article 22. Clause environnementale

Dans le cadre de l’exécution du présent accord cadre, le titulaire s’attachera à utiliser du matériel respectueux de l’environnement, notamment en privilégiant la remise de livrables sur support électronique et à défaut l’utilisation de papier recyclé et d’encre recyclée.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l’évacuation des déchets créés par les prestations objet du présent accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire s’assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

# ARTICLE 23. Conflit d’intérêts

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d’intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s’engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l’accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l’exercice d’une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d’intérêts, il doit en informer sans délai l’ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l’ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d’intérêts ou de risque de conflit d’intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s’engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l’exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d’intérêts ou de risque de conflit d’intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

# article 24. Litiges

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-TIC.

Les litiges, qui ne peuvent faire l’objet d’un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

# article 25. DEROGATIONS

Il est dérogé au CCAG-TIC dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent accord-cadre, qui l’emportent, notamment :

|  |  |
| --- | --- |
| **Article du CCAG-TIC** | **Article de l’accord-cadre par lequel la dérogation est introduite** |
| **4** | **4** |
| **14** | **8** |
| **34.2.1** | **14** |
| **10.1.2** | **15.2** |

# article 26. ANNEXE

ANNEXES CCAP : Déclaration d’absence de conflit d’intérêts et sous-traitance de traitement de données à caractère personnel.

.

#### **ENGAGEMENT DU TITULAIRE**

|  |  |
| --- | --- |
| Fait en un seul original | **Signature** |
| A .......................................... |  |
| Le .......................................... |  |

Cachet du titulaire

#### **SIGNATURE DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

|  |  |
| --- | --- |
| *Est acceptée l’accord-cadre* | **Le Directeur de l’ACOSS** |
| A .......................................... |  |
| Le .......................................... |  |

**DATE DE NOTIFICATION DE L’ACCORD-CADRE n°**

|  |  |
| --- | --- |
| *Avis de réception postal de la notification de l’accord-cadre* | |
| signé le .......................................... | par le titulaire |
| ***Ou***  *Récépissé de notification de l’accord-cadre* | |
| remis le .......................................... | au titulaire |
|  |  |